



Le borbier de l'environmentalisme au Royaume-Uni

conférence donnée lors de la journée de conférences-débats de l'Association des Climato-Réalistes

« Climat : contre la pensée unique »

le 7 décembre 2017 à Paris (Musée social)

par

Sir Ian Byatt

Senior Associate au *Frontier Economics*, London

Ancien régulateur de l'eau d'Angleterre et du pays de Galles

Membre du conseil consultatif scientifique de la *Global Warming Policy Foundation*

Membre du conseil consultatif du *European Policy Forum*, Londres

ianbyatt@blueyonder.co.uk

Association des Climato-Réalistes, 35 avenue de Breteuil, 75007 Paris.

contact@climato-realistes.fr

<https://www.climato-realistes.fr>

Facebook : @ClimatoRealistes

Résumé

Les politiques contre le changement climatique menées par les gouvernements britanniques nuisent gravement à l'économie du Royaume-Uni. Le Royaume-Uni est le seul à avoir des objectifs ambitieux (80% en 2050) de réduction des émissions de CO₂ inscrites dans une loi sur le changement climatique et suivis par une commission du Parlement.

Cette politique contre le changement climatique pourrait réduire le revenu moyen par ménage de 10 000 £ sur 2014-2030 et plus encore si des objectifs relatifs aux véhicules électriques devaient être respectés.

Les méthodes employées pour diminuer les émissions de CO₂ ont détruit le marché de la production d'électricité créé par la privatisation, marché qui avait conduit à une diminution du coût de l'électricité pour les clients.

Le Royaume-Uni est embourbé dans les politiques des ONG environnementalistes. Il nous faut une analyse plus large tenant compte de la situation économique délicate des pays occidentaux.

Biographie

Sir Ian Byatt est un universitaire qui est devenu haut fonctionnaire. Il a été formé aux Universités d'Oxford et de Harvard, a enseigné l'économie à l'Université de Durham et à la London School of Economics, puis a rejoint les services économiques du gouvernement comme *Senior Economist* au ministère de l'Éducation et de la Science (*Department of Education and Science*), puis comme *Director of Economics and Statistics* au ministère du logement et des collectivités locales (*Ministry of Housing and Local Government*) et au ministère de l'environnement (*Department of the Environment*).

En 1972 il a mis en place une unité économique sur le secteur public (*Public Sector Economic Unit*) au Ministère des finances (*the Treasury*) où il est devenu le conseiller économique en chef adjoint (*Deputy Chief Economic Advisor*).

Il a ensuite été Président de la *Water Industry Commission* pour l'Écosse et un conseiller du gouvernement d'Irlande du Nord pour les services des eaux.

En 2005 il a soumis un papier sceptique sur le *Global Warming* à l'enquête sur l'économie du changement climatique menée par le *Select Committee on Economic Affairs* de la Chambre des Lords. Il est l'un des auteurs de la *Dual Critique*¹ du rapport Stern publiée dans le *World Economics* en 2006 et l'auteur d'un article publié en 2008 sur le choix et l'emploi des taux d'actualisation pour l'analyse économique du changement climatique.

Traduction du texte : Camille Veyres.

¹ <http://meteo.lcd.lu/globalwarming/Carter/WE-STERN.pdf>

Je suis ravi d'être ici, devant cet auditoire éminent. Je vais parler du Royaume-Uni, des conséquences et des coûts de sa politique climatique, de notre expérience vécue des prix de l'électricité, dire comment nous en sommes arrivés là et comment nous pourrions commencer à nous en sortir.²

Au Royaume-Uni, où en sommes-nous ?

Nous sommes piégés dans un borbier que nous nous sommes nous-mêmes fabriqué, avec des interventions étatiques très nocives dans notre vie économique et politique.³ L'establishment s'est, lui-même, mis dans une impasse, en prenant des engagements très onéreux et tout à fait irréalistes. Selon l'expression du Prince de Galles des années 1920, c'est là une politique du « *il faut faire quelque chose* » aujourd'hui « *pour sauver la planète* ».

Les gouvernements britanniques successifs ont adhéré à un consensus politique officiel. Des groupes de pression, les ONG environnementalistes et le lobby scientifique, dont la Royal Society - sa devise est pourtant « *nullius in verba* », « *Ne croyez personne sur parole* » - ont persuadé l'establishment, y compris l'actuel Prince de Galles, que le Royaume-Uni se devait d'être, pour le reste du monde, un exemple de comportement vertueux.

Les bien-pensants « progressistes » en ont été tellement intoxiqués qu'ils appellent « déni » ou « négation » le scepticisme éclairé prôné par David Hume, ce scepticisme qui, du temps de Hume, était dénoncé comme de l'athéisme.

Nous avons la chance que les ouvrages de Rupert Darwall, David Henderson, Nigel Lawson, Peter Lilley, Benny Peiser et Matt Ridley rétablissent la vérité des faits⁴. Je vous transmets leurs salutations.

Le Royaume-Uni est unique en ce qu'il s'est fixé, par la loi, des objectifs de réduction des émissions de CO₂ que le gouvernement prétend respecter.

Le Parlement, avec l'approbation de tous les partis, a, en 2008, voté une loi sur le changement climatique imposant une réduction de 60% des émissions de CO₂ en 2050⁵ par rapport aux émissions de 1990. Ce chiffre a été porté à 80% lors de la discussion du texte. Une commission parlementaire indépendante a été installée pour faire des « budgets carbone » quinquennaux conduisant à cet objectif ; elle a recommandé, pour 2030, une réduction de 57% des émissions de CO₂.

² Je remercie Rupert Darwall, David Henderson et Simon Scott pour leurs très utiles commentaires

³ Voilà qui illustre bien les mises en garde de Václav Klaus dans son livre *Planète bleue en péril vert - Qu'est-ce qui est en danger aujourd'hui: le climat ou la liberté ?*, Université Aix, 2009.

⁴ Voir *The Stern Review; a Dual Critique, masterminded by David Henderson*, World Economics, Oct-Dec 2006.

<http://meteo.lcd.lu/globalwarming/Carter/WE-STERN.pdf>

Nigel Lawson *An appeal to Reason; a cool look at Global Warming* 2008.

Global Warming Policy Foundation newsletter and papers

⁵ Rupert Darwall, *The Age of Global Warming; a History*, London, 2013, Chapter 26.

La réduction, actuellement de 35%, nous a déjà coûté extrêmement cher. Nous sommes, comme naguère l'Union Soviétique, maintenant régis par une suite de plans quinquennaux pour la production d'énergie, le transport, l'industrie et les logements.

Les coûts impliqués par ces objectifs, sous forme de taxes et de droits, d'impôts, de subventions ont été calculés par Peter Lilley, l'un des rares membres du Parlement à avoir voté contre cette loi. Il trouve un coût cumulé sur 2014-2030 de 10 000 £ par foyer⁶.

Un signe encourageant cependant : le gouvernement a exclu de créer de nouveaux prélèvements d'ici 2025, mais avec divers codicilles. Pendant ce temps le coût des prélèvements existants ne cesse de croître.⁷

Ces coûts, estimés avant la révolution des gaz et pétroles de roche-mère (ou de « schiste »), et sans y inclure les coûts induits par la directive de l'Union Européenne sur les « renouvelables », sont un poids extrêmement lourd pour des entreprises vulnérables et pour les ménages les plus pauvres, et sont tout bénéfice pour les propriétaires fonciers qui louent leurs terres aux promoteurs de ces énergies « renouvelables ».

Ces politiques sont extrêmement interventionnistes. Des ministres ont assassiné le marché de gros de l'électricité, marché qui avait, après la privatisation, amené une baisse des prix de l'électricité. Le choix des techniques de production est, maintenant, fait par des ministres et non par le marché ; les surcoûts sont imputés aux clients par des majorations du prix de vente de l'électricité.⁸

Plus récemment, des ministres du gouvernement ont commencé à donner des objectifs pour éliminer progressivement le transport routier émetteur de CO₂. Cela devrait impliquer le passage à des véhicules électriques, avec une augmentation très importante de la production d'électricité et un surdimensionnement du réseau de transport et de distribution de l'électricité. Voilà qui augmentera fortement le coût des transports et, selon les investissements faits pour les « renouvelables », le prix de l'électricité.

Le Royaume-Uni est partagé quant à l'exploitation des gaz et pétroles de roche-mère par fracturation hydraulique. Il y a une forte opposition du lobby environnementaliste. Et notre gouvernement trouve politiquement trop difficile de lever les obstacles à leur implantation, obstacles dus aux collectivités locales.

⁶ Peter Lilley *£300 Billion: the cost of the Climate Change Act*, Global Warming Policy Foundation 2016. nous en sommes déjà à £327 par foyer, et ce sera £1390 en 2050.

⁷ Voir les publications du Budget, notamment le *Treasury paper* du 22 novembre 2017. Le coût des taxes servant surtout à couvrir les « Renewals obligation », les « Contracts for Differences » et les « Feed-in Tariffs », est estimé devoir croître de 5 à 8 milliards de livres sterling d'ici 2025.

⁸ Rupert Darwall *From Light to Darkness –Energy Policy in the Functional Destruction of the UK Electricity Market Reform*, September 2014.

Et enfin je souligne la prédominance d'affirmations mal fondées, de préjugés, de parti pris, et d'un conformisme qui, de plus en plus, exige et pratique une police de la pensée.⁹ Poser des questions est devenu tabou !

Est-ce que cela a de l'importance ?

La température moyenne mondiale a augmenté bien moins que ce qui amènerait aux +2°C que le GIEC prétend être dangereux, et bien moins que prédit par la plupart des prétendus « modèles informatiques » du changement climatique.

Le principal effet observable de la croissance de la teneur de l'air en CO₂ est un verdissement de la planète, une croissance accélérée des forêts et une augmentation de la production de nourriture.¹⁰

La permanence de la disponibilité de l'électricité est indispensable au fonctionnement de notre économie. Les politiques contre le changement climatique, en augmentant le coût de l'énergie, sont bien plus nocives que la maladie qu'elles prétendent soigner :

- les coûts des prétendus « renouvelables » sont supérieurs aux coûts des combustibles fossiles,
- l'intermittence et le caractère imprévisible des productions des installations solaires et éoliennes rend très problématique la gestion du réseau électrique,
- une duplication des systèmes de production et de transport de l'électricité est rendue nécessaire par une forte proportion de « renouvelables »,
- et le monopole étatique élimine la concurrence.

La capacité de production électrique en réserve pour les matinées froides, sans vent, et nuageuses, est très faible et c'est un vrai sujet d'inquiétude. Si la capacité de production n'est plus suffisante à tout moment, les entreprises vont devoir installer leurs propres groupes électrogènes fonctionnant avec des combustibles fossiles.¹¹

Depuis la crise financière de 2007/2008 notre économie a été embourbée dans une croissance économique très faible. Le coût de ces politiques pour le « changement climatique » rend impossible la satisfaction des attentes de nos citoyens. On a déjà un sérieux problème avec la trop lente croissance de la productivité. Cette incapacité à générer une croissance économique satisfaisante a des implications très préoccupantes pour une démocratie libérale.

Nier les surcoûts et plafonner les prix de l'électricité ?

La première réponse du gouvernement a été de nier ces surcoûts, en fournissant des analyses de science-fiction des coûts des nouvelles technologies et des prévisions absurdes sur l'évolution du prix des combustibles fossiles.

⁹ David Henderson *Climate Change Issues: The Lone Stand of Vaclav Klaus*, November 2011 issue of the Australian journal Quadrant.

¹⁰ Voir Matt Ridley *Global Warming versus Global Greening*, GWPF Annual lecture, 18-10-2016.

<https://www.thegwpf.org/matt-ridley-global-warming-versus-global-greening/>

¹¹ C'est déjà le cas en Australie : cf. <http://carbon-sense.com/wp-content/uploads/2017/04/diesel-in-shed.pdf> (NdT)

Le calcul des coûts de l'énergie « verte » a été fait en négligeant un élément majeur : le coût du réseau supplémentaire à construire pour adosser un système de production par « renouvelables » à un système de production « fossile ». On a aussi ignoré le coût¹² du fonctionnement de ce système combiné, coût fortement croissant dès que la part des « renouvelables » dépasse quelques pour cent.

Ensuite, le gouvernement a prétendu qu'il n'y avait pas assez de concurrence sur le marché de détail de l'électricité et a cherché à encourager les clients à changer de fournisseur en simplifiant les tarifs et, récemment, en faisant « cadeau » à tous les foyers d'un « compteur intelligent » prétendument « gratuit ».

Dans son dernier livre¹³, Rupert Darwall a mis en évidence l'énormité du problème qui combine des aspects politiques, économiques et la culture « verte » très opposée aux entreprises.

Une récente revue de la question par Dieter Helm, missionné par le gouvernement, montre que le prix de l'énergie a crû pour la plupart des ménages et des entreprises, malgré des prix de gros en baisse et une amélioration de l'efficacité énergétique.

La réponse de l'opposition travailliste a été de proposer des prix administrés de l'électricité. Cette politique a récemment été adoptée par le gouvernement conservateur. De tels contrôles sonneraient le glas d'un marché de détail concurrentiel. On voit déjà des fournisseurs se préparer à se retirer du marché intérieur.¹⁴

Si les prix sont plafonnés, il faudra des subventions. La stratégie industrielle du gouvernement va-t-elle amener des limites aux prix de l'électricité industrielle ?

D'où vient cet élan pour « décarboner » ?

La politique semble, de plus en plus, n'être que démonstration de vertu et de morale. Le langage de l'environnementalisme vert a une forte connotation religieuse.

Deux points importants pour mieux comprendre la formation de l'opinion publique au Royaume-Uni : le premier est le romantisme à la William Blake, écrivain de l'époque de la révolution industrielle, l'autre l'héritage de son contemporain Thomas Malthus.

¹² *Big Six rivals SSE and Npower in merger talks* The Daily Telegraph 8th November 2017.

¹³ *Green Tyranny; exposing the totalitarian roots of the climate industrial complex*, New York 2017.

¹⁴ "Big Six rivals SSE and Npower in merger talks", *The Daily Telegraph*, 8th November 2017.

La Jérusalem de Blake¹⁵ est chantée par les classes moyennes anglaises avec enthousiasme et ferveur patriotique.

*And did those feet in ancient time,
Walk upon England's mountains green:
And was the holy Lamb of God,
On England's pleasant pastures seen!*

Ainsi ces pieds ont dans les temps anciens, marché sur les vertes collines de l'Angleterre : et le saint agneau de Dieu se montrait sur les plaisants pâturages de l'Angleterre !

*And did the Countenance Divine,
Shine forth upon our clouded hills?
And was Jerusalem builded here,
Among these dark Satanic Mills?*

Et la divine apparition brillait-elle sur nos collines nuageuses ? Était-ce bien Jérusalem qui se construisait là au milieu des sombres moulins sataniques ?

*Bring me my Bow of burning gold;
Bring me my Arrows of desire:
Bring me my Spear: O clouds unfold!
Bring me my Chariot of fire!*

Apportez-moi mon arc d'or brillant, apportez-moi les flèches du désir, apportez-moi ma lance : Oh nuages évaporez-vous ! Apportez-moi mon chariot de feu !

*I will not cease from Mental Fight,
Nor shall my Sword sleep in my hand:
Till we have built Jerusalem,
In England's green & pleasant Land.*

Je ne cesserai pas ce combat de mon esprit, et mon épée ne dormira pas dans ma main, jusqu'à ce que nous ayons construit Jérusalem, dans ce plaisant et vert pays d'Angleterre.

Le Malthusianisme populaire part de l'inévitabilité (toujours à venir ?) de l'insuffisance des ressources naturelles. Cette affirmation a toujours été démentie par les événements, mais toute fausse qu'elle soit, persiste, par exemple dans les publications du Club de Rome. Ce même argument nous est toujours et encore resservi : il exprime une opposition viscérale à l'industrie et au succès de nos économies, et non pas une analyse des observations et de la réalité.

¹⁵ *And did Those feet in ancient time* est un poème de William Blake, issu de la préface de *Milton*, et connu de nos jours sous le titre *Jerusalem*, qui provient de son adaptation en hymne par Hubert Parry. Il est devenu l'un des plus fameux airs patriotiques anglais, au même titre que *Rule Britannia* et *Land of Hope and Glory*. Ensemble, ce sont les trois chants qui sont entonnés par l'assistance lors de la *Last Night of the Proms* et, en certaines occasions, fait quasiment office d'hymne national britannique. (NdT)

Des groupes de pression environnementalistes fournissent aux aspirants-politiciens et l'inspiration pour « promouvoir la vertu » et leurs votes. Ils insistent sur la « tragédie des biens communs », et non sur la force de l'innovation. Ils affirment croire au consensus en matière scientifique, alors que la Science ne progresse que par le doute et la recherche d'informations nouvelles.

Avec la Vertu vient l'absence de doute ; ses règles interdisent tout compromis, et nient la valeur des analyses coûts-bénéfices, devenues des outils pour convaincre, et non plus une façon de se poser des questions.

Que nous réserve l'avenir ?

Le reflux de la marée ?

La société d'études d'opinion Ipsos MORI signale une diminution du nombre des personnes qui au Royaume-Uni, se disent concernées par le changement climatique, de 82% en 2005 à 60% en 2016.¹⁶ Ce pourcentage est encore très élevé ; ces personnes sont - en général - prêtes à soutenir une action du gouvernement en vue de réduire les émissions de CO₂.

Les gens sont de plus en plus conscients du lien entre la politique contre le changement climatique et les prix de l'électricité¹⁷. Ces sujets sont tout aussi sociaux et politiques que scientifiques. Critiquer les politiques menées au titre du changement climatique n'est pas sans risque : ça peut nuire à votre carrière.

Le changement climatique est un sujet brûlant sur les réseaux sociaux.

Il y a quelques signes de changement ; dans une importante conférence faite à Londres le 10 octobre dernier¹⁸, Tony Abbott, ancien premier ministre d'Australie, a replacé le changement climatique dans le cadre plus vaste du combat pour une sagesse pratique, combat qui se joue dans tout le monde occidental.

Il a dit que notre phénoménale richesse et nos succès scientifiques et technologiques sont fondés sur des valeurs et des principes qui n'ont que rarement été aussi fortement attaqués que maintenant, et que seules des sociétés extrêmement oublieuses de leur culture ont pu faire du changement climatique une véritable religion.

Il propose d'éviter toute autre augmentation des prix de l'énergie, et de subordonner la politique du changement climatique à la protection de l'économie.

¹⁶ La question posée était « à quel point êtes-vous préoccupé, si du moins vous l'êtes, par le changement climatique, parfois aussi appelé réchauffement global ? »

¹⁷ Voir divers articles dans *The Daily Mail* et *The Daily Express*

¹⁸ Sur le site web du GWPF <https://www.thegwpf.org/>
<https://www.thegwpf.org/tony-abbott-daring-to-doubt/>

Voilà qui irait bien au-delà de la politique de plafonnement des prix du gouvernement du Royaume-Uni. Mais ce pourrait être une façon pour, à court terme, retarder l'adoption hâtive d'objectifs, tout en respectant le détail de notre loi sur le changement climatique.¹⁹

OOOOO

Il nous faut changer tout le scénario²⁰, et rendre la politique de l'environnement et du climat compatible avec la recherche d'une meilleure productivité et de meilleurs revenus pour notre population. Malheureusement les économistes ne le font pas.

Ce changement devrait être accompagné d'une focalisation sur les contraintes et les incitations, particulièrement les contraintes et les incitations institutionnelles en rapport étroit avec la résolution de conflits sociaux et politiques.²¹

Cela devrait passer par des calculs plus honnêtes du coût de l'extension des réseaux de transport de l'électricité, la prise en compte complète de tous les coûts incrémentaux, incluant les installations de secours, et pas seulement des coûts de catégories de générateurs, et la prise en compte des coûts marginaux causés au réseau par l'intermittence imprévisible.

Pour réintroduire une analyse économique dans les domaines de la politique du social et de la prise de décision, il nous faudra prendre en compte les particularités du comportement humain.²² Ce n'est pas facile ; mais une victoire intellectuelle doit tenir compte des conflits et des confusions de notre monde fracturé.

Ian Byatt, le 7 décembre 2017.

¹⁹ Voir la préface de Andrew (Lord) Turnbull's au papier de Peter Lilley sur le site web du GWPF. Ibidem <https://www.thegwpf.org/content/uploads/2016/12/CCACost-Dec16.pdf>

aussi

<https://www.thegwpf.org/peter-lilley-calls-on-uk-government-to-abandon-fatally-flawed-stern-review/>
<https://www.thegwpf.org/peter-lilley-what-is-wrong-with-stern-the-failings-of-the-stern-review-of-the-economics-of-climate-change-2/>

²⁰ Il s'agit bien plus des gros titres que de l'analyse. « *Dans les hautes sphères les gens n'ont toujours pas compris* » nous a dit Jerry Brown, gouverneur de la Californie lors de son discours de 40 minutes à la conférence sur le changement climatique récemment organisée par l'Académie Pontificale des Sciences. Et il a ajouté : « *Ce n'est pas un léger rinçage qu'il faut, il nous faut un lavage de cerveau, si je puis dire, un lavage de cerveau total !* » ("It's not just a light rinse that is needed", "We need a total, I might say brain washing.") C'est effectivement ça !

²¹ Schumpeter plutôt que Arrow-Debreu.

²² *The Moral Identity of Homo Economicus* Nov 7, 2017, par Ricardo Hausmann. Deux livres récents montrent qu'une révolution tranquille remet en cause les bases de cette science lamentable (« *dismal science* »), et promet des changements radicaux dans la façon dont nous percevons les multiples aspects des organisations, de la politique publique, et même de la vie sociale. Comme pour la montée en puissance de l'économie comportementale, cette révolution émane de la psychologie. Voir Project Syndicate.org